

Face à la montée des violences : déclaration de solidarité avec le peuple palestinien

Montréal, le 8 octobre 2015 – Pour souligner ses 40 ans d'appui à des populations en lutte pour leur émancipation, le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) a organisé avec l'appui de *l'Israeli Committee Against House Demolition (ICADH)* un stage intersyndical de solidarité avec la Palestine auquel nous avons participé entre le 5 et le 18 septembre dernier.

Au retour de Palestine, nous sommes déterminés à informer le public québécois de la totale injustice et de l'oppression subies par la population palestinienne. Nous avons constaté une intensification des violations des droits humains à son endroit. Nous avons saisi l'ampleur de la complicité de la communauté internationale et du Canada dans la colonisation de la Palestine. L'occupation du territoire palestinien est une entreprise planifiée et systématique d'isolement, d'oppression physique et psychologique des communautés palestiniennes et d'appropriation de leur territoire, au mépris du droit international. Aujourd'hui, on en voit les conséquences : l'expansion de la crise de la mosquée Al Aqsa à l'ensemble du territoire palestinien fait craindre une généralisation des violences qui aura de nouveau un impact disproportionné sur les civils palestiniens.

À Jérusalem, par des moyens législatifs, administratifs, répressifs ou par une application inégale des normes, Israël prive le peuple palestinien de ses droits et lui fait subir de multiples discriminations. Il n'a pas accès aux mêmes services ou aux mêmes prestations sociales que les Israéliennes et les Israéliens. Il est privé du droit au logement, incapable d'obtenir ou de voir reconnaître ses droits de propriété. Des maisons familiales et des villages sont démolis arbitrairement, souvent de manière punitive, avec l'appui du bras armé de l'État.

En Cisjordanie, l'implantation de colonies illégales de peuplement, les déplacements forcés de populations, la monopolisation des ressources et le contrôle militaire briment les droits des Palestiniennes et Palestiniens et témoignent de l'absence d'une véritable volonté de paix de la part du gouvernement israélien. Dans la vallée du Jourdain et ailleurs, l'accès aux sources d'eau naturelles est limité ou monopolisé par les colonies de peuplement. Les Murs et autoroutes construits à grand frais sillonnent la Cisjordanie et Jérusalem. Ils limitent la libre circulation des personnes, menaçant l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Ils coupent l'accès aux terres agricoles, compromettant la survie économique et alimentaire de plusieurs quartiers et villages. Étouffée, l'économie palestinienne offre peu d'emplois à une population dont une partie importante est contrainte de perdre plusieurs heures chaque jour pour passer des contrôles de sécurité et occuper un emploi.

Partout, les Palestiniennes et Palestiniens sont sujets à des arrestations arbitraires par les forces militaires israéliennes, peu importe leur âge, à tout moment du jour ou de la nuit, sans recours juridique juste ou équitable. Nous avons vu une population surveillée, intimidée, menacée, violentée, humiliée, brisée jour après jour. Nous avons nous-mêmes subi les attitudes violentes des forces armées lors d'un rassemblement pacifique à Bil'in.

Nous avons été inspirés par la résistance pacifique, la résilience impressionnante et souriante, par l'espoir imperturbable des Palestiniennes et Palestiniens, tout comme des Israéliennes et les Israéliens luttant à leur côté pour plus de justice.

Nous continuerons, avec le soutien du CISO, à dénoncer l'appui inconditionnel du gouvernement canadien aux politiques racistes et illégales du gouvernement d'Israël en regard du droit international. Nous remercions les groupes palestiniens et israéliens inspirants qui nous ont accueillis. Nous ne nous taisons pas.

En tant que citoyennes et citoyens canadiens, dans le cadre des élections fédérales, nous demandons aux candidates et aux candidats :

- De juger les actions d'Israël à l'aune du droit international et des droits humains;
- De mettre fin à la complaisance coupable du gouvernement canadien face à l'entreprise de colonisation massive d'Israël en Cisjordanie et à ses politiques d'apartheid;
- De faire pression au sein de leur parti respectif pour que cesse cet appui canadien aux politiques illégales et racistes du gouvernement d'Israël.

Catherine-Mérodie Babin, Syndicat des enseignantes et enseignants du Cégep de Rimouski, Fédération des enseignantes et enseignants de cégep (SEECR-FEC-CSQ)

Lucie Dumoulin, Syndicat de l'enseignement de la région de Vaudreuil (SERV-CSQ)

Denise Gagnon, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Marie-Ève Godbout, Alliance de la fonction publique canadienne (AFPC-FTQ)

Nathalie Guay, Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Michel Morency, Syndicat des employé(e)s de magasin et de bureau de la SAQ (SEMB-SAQ-CSN)

Amélie Nguyen, coordonnatrice, Centre international de solidarité ouvrière (CISO)